Monsieur le Président,

En ma qualité de Président de l’U.F.E., j’ai l’honneur d’attirer votre attention sur la situation des agents de administrations fiscale et douanière en Europe.

En effet, lors de son 47ème congrès qui s’est tenu à Bruxelles les 25 et 26 septembre derniers, l’U.F.E. l’ensemble des syndicats membres de notre Union a fait le constat que, malgré les discours récemment tenus par les gouvernements des Etats membres et des représentants de la Commission Européenne « sortante » en matière de lutte contre les fraudes fiscale et douanière, les politiques d’austérité budgétaire se poursuivent avec comme première traduction des réductions drastiques d’effectifs dans nos administrations.

Il en ressort un constat unanimement partagé sur la dégradation de la situation personnelle et professionnelle des agents, mais aussi de la dégradation des conditions d’exécution des missions de contrôle fiscal et douanier. C’est aussi de l’aggravation des conditions d’accueil et d’information de nos concitoyens qu’il s’agit, car de plus en plus souvent, ils nous réclament des explications sur les nouvelles dispositions législatives en matière de fiscalité. Nos concitoyens nous témoignent aussi de leur incompréhension face aux errements des politiques budgétaires et fiscales nationales, mais également de leurs interrogations au regard des orientations européennes en matière de politiques fiscale, budgétaire, économique et sociale dans une période qui s’avère cruciale pour le projet européen, comme vous en avez vous-même exprimé l’importance.

Aujourd’hui, alors que les prises de position des institutions politiques internationales s’avèrent de plus en plus claires et fermes pour lutter contre les méfaits de l’évasion fiscale mais aussi, et surtout, contre les fraudes fiscales et douanières, l’UFE constate au travers des analyses et critiques de ses syndicats membres, que de nombreux gouvernements poursuivent des logiques de suppressions massives d’effectifs dans les administrations financières. Cette logique constitue un « non-sens économique, un non-sens politique et un non-sens social » !
Nous souhaitons dans les prochaines semaines, rencontrer les parlementaires européens, comme nous l’avons déjà fait, pour faire part aux nouveaux représentants du « projet européen », de nos analyses, propositions et aussi revendications des agents des finances en Europe.

Je me permets donc de solliciter un rendez-vous auprès de vous comme nous le ferons auprès des divers commissaires européens en charge des principaux dossiers qui concernent les agents des impôts et des douanes en Europe afin de vous expliciter dans le détail l’ensemble des revendications légitimes de nos mandants.

Dans un premier temps, je vous prie de bien vouloir trouver en pièce jointe, la « lettre pétition » que l’U.F.E. a adressée au Conseil ECOFIN, afin de vous préciser quels sont les principaux sujets dont nous entendons débattre dans nos états respectifs mais également dans le cadre européen, pour tout ce qui concerne la situation des administrations fiscales et douanières à travers l’Europe.

Monsieur le Président, vous avez déclaré que cette nouvelle Commission avait une responsabilité toute particulière pour l’avenir même de l’Europe. Nous considérons, comme vous, qu’il est urgent de prendre diverses décisions.

Pour l’U.F.E. il s’agit, notamment de corriger certains effets extrêmement négatifs et néfastes en matière de politique budgétaire, fiscale et douanière qui conduisent à la réduction des moyens budgétaires mis à disposition des administrations financières.

Je me tiens, bien sûr, à votre disposition pour vous exposer précisément l’ensemble de nos revendications.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l’expression nos salutations les plus respectueuses.

Le Président de l’U.F.E.

[Signature]

Serge COLIN